

Controverses et mobilisations autour des antennes relais de téléphonie mobile

Olivier Borraz

Centre de Sociologie des Organisations (CNRS-FNSP)

Michel Devigne

Centre de Sociologie des Organisations (CNRS-FNSP)

Danielle Salomon

Risques & Intelligence

Un mouvement local

- Un mouvement réactionnel devant une perturbation du cadre de vie
- L'émergence d'une suspicion comme réponse au manque d'attention
- Une information dont l'accès et le contenu sont déterminants dans la formation de convictions

L'organisation du déploiement

- Un processus industriel qui repose sur la standardisation et la sous-traitance
- Un cadre réglementaire et technique ...
- ... qui s'ajuste aux troubles de voisinage
- Des organisations insensibles aux « signaux faibles »
- La construction d'un « problème santé »

Un mouvement contestataire en réseau

- La force des liens virtuels
- Le rôle d'animateur des associations nationales
- Des scientifiques « lanceurs d'alerte » en quête de reconnaissance
- Un mouvement protéiforme, qui ne cesse de se transformer et procède par débordements

L'Etat en retrait

- La santé, une question isolée dans le dossier de la téléphonie mobile
- La délégation en cascade de la question sanitaire
- Le rapport Zmirou et « l'erreur » des 100 m.
- Une parole inhibée par l'incertitude

Experts et opérateurs exposés à la contestation

- Un discours scientifique, technique et réglementaire
- Une posture objective, impersonnelle
- Un risque improbable ... n'est pas un risque
- La perception d'une collusion entre l'Etat, les opérateurs et les experts

Un affrontement binaire

- L'émergence de deux groupes :
 - Les mobilisations, les associations nationales et les scientifiques « lanceurs d'alerte »
 - L'Etat, les opérateurs et les experts reconnus
- Une incapacité à dialoguer
- La construction réciproque de « l'ennemi »
- Des stratégies parallèles et mimétiques

Pourquoi la santé ?

- Une question isolée de son contexte par l'Etat et les opérateurs
- Un sujet qui ne laisse pas l'Etat indifférent devant le risque politique et judiciaire
- Un facteur de blocage pour les riverains
- Le risque sanitaire comme point focal

Des solutions locales

- Le recours aux chartes comme solution politique locale
- Des engagements qui portent sur l'implantation des antennes
- Des chartes qui rendent visibles les antennes et les ondes

Conclusion (1) : risque politique

- Les enjeux pour opérateurs :
 - organiser en interne la vigilance et l'alerte
 - construire une familiarité autour de leur activité
- Les enjeux pour l'Etat :
 - inscrire les risques sanitaires dans les dimensions économiques et sociales des activités technologiques
- Les enjeux pour élus locaux :
 - organiser la concertation
 - organiser la surveillance

Conclusion (2) : Un cas exemplaire

- Contraste entre absence d'effets avérés et intensité des mobilisations, qui se nourrit :
 - De l'existence d'enjeux connexes aux antennes mais participant à la façon dont elles seront acceptées
 - De la nature profondément localisée des contestations
 - D'un déni de reconnaissance des interrogations de certaines populations
 - De l'absence d'un lieu ou dispositif de prise en charge des interrogations liées aux activités technologiques
 - Cercle vicieux : retrait Etat, experts et connaissance désincarnée, décalage inquiétudes et trouble voisinage